

# «Le PS ne négociera pas le confédéralisme. C'est non!»

Le président du Parti socialiste, Elio Di Rupo, répond à son homologue de la N-VA Bart De Wever.

«Notre volonté c'est de ne pas gouverner avec la N-VA, un parti qui n'a aucun intérêt pour l'Etat.»

**INTERVIEW**  
MARTIN BUWAK

On lui a dit qu'il avait l'air vif, que la crise politique dans laquelle le pays est plongé depuis plusieurs jours agissait comme une boisson énergisante sur sa personne lui donnant des ailes. Elio par-ci, Elio par-là. Une Belgique sans gouvernement fédéral et voilà un Parti socialiste plongé dans l'opposition depuis quatre ans «back in business».

Il dit : «Vous me connaissez, je ne suis pas du genre à me réjouir du malheur des autres. Ce qui se passe est grave et ce n'est pas ce que nous sommes en droit d'attendre pour notre pays. On ne demandait pas ça, on se préparait à une campagne électorale et le MR et la N-VA se sont dispersés. Le Parti socialiste n'a aucune responsabilité là-dessus. On n'a rien à voir là-dessus. Je ne suis animé par aucun sentiment de revanche, je veux juste convaincre les citoyens de voter différemment.» Il a mis un nouveau papillon de fêtes. Un nouvel papillon de Noël. Mais le président du Parti socialiste n'est pas là pour distribuer les cadeaux.

«La N-VA a décidé de quitter le gouvernement par opportunisme en jouant sur le thème de la migration, un thème très porteur côté flamand. La grande crainte de la N-VA, c'est de perdre des électeurs au profit du Vlaams Belang et donc ils ont froidement créé des difficultés au gouvernement. C'est une preuve de très grande irresponsabilité d'État. On a démissionné un gouvernement minoritaire qui a même refusé de présenter un budget au Parlement fédéral. Charles Michel a été mis sous pression de la N-VA et de ses exigences et a préféré travailler avec des douzièmes provisoires. Ensuite, le Premier ministre a fait un speech qui n'a convaincu personne. Après quatre années de politique de droite dure, il est venu avec beaucoup de mots mais rien de concret. Rien qui permette aux familles socialistes et écologistes de se rallier à lui. Nous avons considéré que cette présentation n'était pas un succès suffisant pour une collaboration. Ça n'a convaincu personne.»

## Affaires courantes

Il boit une gorgée de thé – il a arrêté de boire du café. «Je pense qu'un gouvernement d'opposition est la solution la plus adéquate. Qu'on puisse au cas par cas décider d'avancer sur certains sujets, il explique que sa formation politique va déposer sur la table parlementaire une loi d'urgence entre autres pour une baisse de la TVA sur l'électricité, une adaptation de l'allocation pour le bien-être. «On veut aussi donner de la marge à la né-

gociation interprofessionnelle. Depuis quatre ans, ce gouvernement marginalise les syndicats, c'est très mauvais pour la démocratie.»

Le PS, dans le même ordre d'idée, va proposer la gratuité des soins de médecine généraliste. «Dans le Hainaut, 20% des gens renoncent à se rendre chez le médecin faute de moyens disponibles.»

On dit : fort bien. Et l'addition (la douloureuse) de ces mesures se monte à combien. «1,6 milliard d'euros. Qui va payer ? L'impôt sur les grands patrimoines, la lutte contre l'évasion fiscale, la lutte contre les entreprises qui ne paient quasiment pas d'impôt sur notre territoire. Avec tout cela, on a largement de quoi payer nos mesures.»

Mais ces mesures, oppose-t-on, c'est un programme gouvernemental en soi – de gauche qui plus est. Qui peut croire un dis-

tant que des majorités parlementaires vont être dégagées surtout en pleine campagne électorale quand les partis ne sont pas enclins au compromis. Il dit : «Rien n'est impossible. On a des dépenses et des recettes. On peut trouver des majorités parlementaires pour avancer.»

Et des élections anticipées ? «Nous ne cherchons pas à ajouter du chaos au chaos, on est un parti de solution, un parti sérieux, on n'est pas là pour précipiter des élections. S'il y a des élections, il n'y a pas de problème, nous nous battons mais je pense qu'il serait plus raisonnable d'avoir ces élections législatives en même temps que les régionales et les européennes. Les gens ne sont pas préparés à aller voter plusieurs fois sur un laps de temps aussi court. Je crains donc une abstention massive si on a des élections anticipées.»

## Le confédéralisme sur la table

On met le sujet de la N-VA sur la table : le Parti socialiste est-il disposé à discuter avec elle après le prochain scrutin ? «On va d'abord voir ce que feront les autres partis flamands : vont-ils encore s'associer à la N-VA ou pas ? Beaucoup va dépendre de l'attitude du CD&V et de l'Open Vld. On a toutes ces hypothèses qui circulent mais ça me fatigue à la fin, c'est aux Flamands à s'exprimer. Nous, notre volonté c'est de ne pas gouverner avec la N-VA, un parti qui n'a aucun intérêt pour l'Etat. Un parti qui a un objectif : le confédéralisme. Le confédéralisme, ça veut dire qu'on a quasiment plus de pays. Il y a deux éléments à la Belgique. Il y a d'abord le sentiment d'appartenance à la Belgique, je pense qu'il est majoritaire tant côté francophone que côté flamand. Les gens sont fiers d'être Belges. En merge de cette dimension affective, on a un

second élément qui est la sécurité sociale. Cette dimension, cette solidarité entre un Nord aisé et un Sud qui a des difficultés, si vous scindez cela, le pays éclate. Pour la N-VA, c'est le rêve. De mon côté, je me refuse à cela. Je pense que le potentiel de ce pays est immense, je vois des francophones et des Flamands qui font des efforts pour se comprendre, je vois une Wallonie qui va mieux au plan socio-économique. Il y a un potentiel immense pour la Belgique.»

Bart De Wever pense que le PS prépare lui aussi l'étape confédérale. «C'est faux. Bart De Wever ne fait toujours croire ce qu'il veut, les autres sont disposés à le vouloir aussi. Nous ne voulons pas du confédéralisme, c'est seulement l'imagination de De Wever qui pense cela.» Et les tendances régionalistes au PS ? Il balaye de la main : «Personne au PS ne plaide pour négocier le confédéralisme.»

On a allumé une mégère. «Quand De Wever parle de la coalition Marrakech, il le fait expressément pour exacerber le sentiment anti-migrant. C'est une utilisation populiste du nom de la ville de Marrakech. Il est en campagne électorale. Il est président du parti le plus important du gouvernement et traite le Premier ministre de marionnette, c'est inimaginable. On ne s'est jamais exprimé comme cela, jamais.»

Nous critiquons la N-VA mais du temps de Verhofstadt Premier ministre, le PS avait lui aussi menacé de laisser tomber le gouvernement. «Bien sûr. Lutyen l'a fait. De Croo aussi. La diffidence, c'est ce qui ne va jamais fait ! Parfois on me dit : oui mais toi, tu as discuté avec De Wever durant un an. Oui, j'ai discuté. On est resté des week-ends ensemble, on a parlé de la Rome Antique, de Michael Collins et de l'Irlande, mais à la fin, j'ai dit non : après un an, j'ai refusé de céder à la N-VA. On a fait une 6<sup>e</sup> réforme de l'Etat avec 8 partis et un gouvernement avec six partis. On l'a fait.»

## Bilan économique

On demande à l'ex-Premier si le pays est en moins bon état aujourd'hui qu'il y a quatre ans quand il a cédé le flambeau à Charles Michel. «Évidemment.» Mais les emplois créés, quand même. «Ce sont des jobs instables, beaucoup de temps partiels et on est en deçà de la moyenne européenne de toute façon. Il faut quand même admettre qu'aujourd'hui les gens souffrent. Je fais mes courses chaque semaine chez Delhaize, tout le monde se plaint. C'est difficile. Les petits entrepreneurs aussi se plaignent. La situation est bien pire aujourd'hui qu'en 2014, c'est une évidence.»

La Banque nationale dit le contraire : le revenu disponible des ménages belges a augmenté durant les cinq dernières années. «Mais le prix de la vie a augmenté, que ce soit l'alimentation, les produits de première nécessité ou les smartphones. Tout a augmenté. La

Banque nationale peut dire ce qu'elle veut mais la vérité est que la vie est beaucoup plus onéreuse qu'avant. La Banque ne prend pas en compte les vrais coûts, on craint que les gens se contentent de certains produits mais ce n'est pas le cas, les gens sont tenés par tout ce qui offre la société de consommation. Voilà pourquoi on doit faire en sorte de changer les habitudes de consommation. Les tentations sont partout et dans le monde de la Banque nationale, on n'a pas bien compris cela.»

Le PS prétend aujourd'hui que l'image de la Belgique à l'étranger est écorchée. Pourtant, le Premier ministre a été applaudi à Marrakech, la Belgique a voté à l'ONU le pacte des migrations. Chez nos voisins, Theresa May (avec du Angleterre, Macron en France et l'Italie est livrée en pâture aux populistes). La Belgique n'est donc pas si mal lotie que ça. C'est le raisonnement que tenait le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders la semaine dernière dans ces colonnes. «Je comprends que Didier Reynders défende son gouvernement, c'est bien normal. Mais allez dire : untel et untel sont pires que

nous, ce n'est pas une bonne attitude. Ce ne sont pas les applaudissements à Marrakech qui constituent l'élément central de notre crédibilité à l'étranger. Je discute avec beaucoup de gens, j'ai

plusieurs Premiers ministres dans mes connaissances et ils expriment de l'inquiétude par rapport à la situation de notre pays. Ils pensent que la situation s'était stabilisée, ce n'est pas le cas. La plus grande angoisse, c'est que la communauté refuse son appartenance.»

Il marque une pause puis reprend : «En fait, ce que je reproche fondamentalement au MR, c'est de s'être embarqué comme seul francophone dans cette aventure. Ils ont monté un gouvernement où la population francophone

n'était représentée qu'à hauteur de 25%. Ça ne va pas. 75% des francophones n'étaient pas représentés. Avec mon gouvernement, les Flamands étaient minoritaires mais à hauteur de 48%, ce n'est quand même pas la même chose. Je pense qu'à l'avenir il est fondamental qu'on approche des 50%. Ici, le MR était soumis à la N-VA.»

Pour contourner la N-VA et le Vlaams Belang en Flandre, il faut associer tous les autres partis, selon les sondages. «Oh, je suis prudent par rapport aux sondages. Le nombre de fois où ils ont annoncé la fin du Parti socialiste...»

## Tensions internes ?

On dit : Thueue est à l'échiquier et on a Paul Magnette qui sera tête de liste PS aux élections européennes mais qui a d'ores et déjà annoncé qu'il ne siégerait pas au Parlement européen. N'est-ce pas là se moquer de l'Europe ? «Non, répond Di Rupo. Il a l'honnêteté intellectuelle et politique de le dire et donc il ne trompe personne. Ensuite, ça lui permet de travailler sur l'ensemble de l'espace francophone. Moi je vais me battre sur la province de Hainaut, c'est autre chose.»

On demande si quand même il n'y a pas quelques tensions internes au sein du Parti socialiste entre l'Église Di Rupo et la chapelle Magnette. Il s'agace : «On écri ! l'importance qu'on a dans tous les partis, certains entourage parlent mais à l'intérieur du PS, il n'y a aucune contestation et zéro tension. Un jour viendra où il faudra me succéder, c'est naturel. Paul a déjà dit vingt fois que quand la présidence sera libre, il y postulerait. C'est honnête et il n'y a aucun souci avec cela. On travaille dans la collaboration et la fraternité.»

Une des critiques émises de manière récurrente par les libéraux est que les médias francophones sont de gauche. «Mais c'est ridicule», assène Di Rupo. On dit le contraire : il n'y a plus de presse de gauche ou de droite et en fonction des événements les gens écrivent tantôt une critique très dure sur Di Rupo, le lendemain sur Charles Michel ou sur Didier Reynders. Mais fondamentalement, c'est encore quelque chose que les libéraux n'ont pas compris : ils sont sans cesse dans l'agressivité et l'attaque alors qu'on a besoin d'apaisement.»

Allez, une dernière, pour la route. On demande à Di Rupo s'il aimerait pouvoir remettre sa cape de Premier ministre. «Il n'y a pas de réponse à cela. Pour occuper cette fonction, il faut d'abord gagner des élections, ensuite, il faut former un gouvernement et tertio, il faut l'accord de tous les présidents de parti de la coalition. Dans un pays de coalitions, on n'est pas candidat à une telle fonction.»